

Le Parti Communiste Italien : un Parti « Stalinien – National »

« Votre expérience dans cette voie m'intéresse de très près. J'en suis, en effet, à me demander ce que va devenir le principe léniniste de la nature, la composition et la structure d'un parti prolétarien ». C'est ainsi qu'en 1948, Maurice Thorez commente à un dirigeant du Parti communiste italien les récentes déclarations de Togliatti sur le « parti de type nouveau ». Et il ajoute : « J'ai bien peur que tout cela ne finisse par devenir très social-démocrate » (1).

Les termes du débat étaient donc déjà posés dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Trente ans après, le P.C.I. est-il effectivement devenu un parti social-démocrate ? Beaucoup le pensent qui s'appuient sur des faits ou des déclarations significatives d'une distanciation des liens de plus en plus poussée avec le mouvement communiste stalinien. N'est-ce pas Berlinguer qui déclarait, en juin dernier : « Notre vision d'un progrès vers le socialisme dans la démocratie est très différente de celle qui semble inspirer les communistes portugais » (2) ? L'engagement du P.C.I. dans une « voie nationale » serait déjà suffisamment avancé pour que l'on puisse parler d'une rupture avec la bureaucratie soviétique. Le P.C.I. deviendrait un parti de nature principalement « social-démocrate » et secondairement « stalinienne ».

(1) Cité dans « A l'ombre des 2 T » de Giulio Cerdetti, p. 326.

(2) Interview au *Corriere della Sera* du 1^{er} juin 1975.

Pourtant, l'histoire, même contemporaine, ne tendrait-elle pas à donner raison aux anti-communistes de tous bords qui continuent de définir le P.C.I. comme un « parti aux ordres de Moscou » ? (3). Après tout, la ligne politique suivie depuis 1944 n'a *jamais* été en contradiction avec les intérêts de la bureaucratie soviétique. Et chaque manifestation d'indépendance a *toujours* suscité des contre-feux : approbation de l'intervention des chars soviétiques en Hongrie après les critiques très poussées du stalinisme lors du XX^e Congrès du P.C.U.S. ; exclusion des camarades du Manifesto après le refus de condamner le P.C. chinois lors de la conférence de Moscou en 1969, etc.

Le P.C.I. serait en réalité un parti stalinien classique soucieux simplement de rassurer l'opinion publique un peu plus que d'autres par une allure démocratique très « avancée » !

Ces deux thèses opposées commettent cependant la même erreur de méthode : isoler certains éléments de l'histoire et des problèmes actuels du P.C.I. sans les resituer dans une appréhension historique complète du mouvement communiste italien. Il est absurde, en effet, de mettre en opposition un P.C.F. stalinien et rigide et un P.C.I. ouvert et démocratique à partir de simples indices sur les discours des dirigeants, les formes d'apparition publique, ou les normes de fonctionnement. Cela peut servir les intérêts politiques d'un Mitterrand ou d'un Soarès ; cela ne permet pas de comprendre les spécificités des deux partis. Si différences il y a, elles doivent être comprises à partir d'une *histoire différente*. L'un et l'autre n'ont pas connu le même processus de stalinisation. Ils ont subi et ils subissent encore des pressions nationales d'un type particulier. Ils ne se situent pas de la même façon dans la crise actuelle du stalinisme.

La nature du plus grand parti communiste d'Europe occidentale, qui regroupe derrière lui 33 % des électeurs italiens, qui « occupe » les mairies de Turin, Gênes, Florence, Bologne et Naples, et qui détient la clef pour faire évoluer la crise politique en Italie, cette nature ne peut donc être précisée qu'à travers un retour historique sur les conditions de sa formation et de son évolution.

I. — Une naissance difficile.

La naissance du Parti communiste italien se situe déjà dans un cadre original par rapport aux autres P.C. d'Europe. La social-démocratie italienne, à l'inverse de ses homologues français et allemand, n'a pas trahi ouvertement lors de la Première Guerre mondiale. Après avoir joué un rôle important dans la « Semaine rouge » de juin 1914 durant laquelle « en Emilie et dans les Marches, le drapeau rouge flotte sur les mairies, les taxes sont abolies, les prix réduits par décret, les églises attaquées, les chemins de fer et les lignes téléphoniques endommagés, les villas des

(3) G. Galli, *Storia del partito comunista italiano*.

grands propriétaires saccagées, les troupes désarmées et même un général capturé » (4), le Parti socialiste italien adopte un mot d'ordre ambigu par rapport à la guerre : « Ni adhérer, ni saboter ». Son prestige aux yeux des travailleurs reste intact à la fin du conflit. Il obtient 34.3 % des voix aux élections de 1919 et adhère dans l'enthousiasme général à la III^e Internationale, lors de son congrès de Bologne la même année.

A cet égard, il n'est pas vrai, comme le prétend Henri Weber dans son article « Les partis staliniens et leur devenir » (5), que, « contrairement au P.C.F., le P.C.I. intègre au départ ce que le mouvement ouvrier italien a produit de meilleur : l'aile maximaliste du P.S.I. et l'équipe des cadres intellectuels de haut niveau regroupés autour du journal « Ordine Nuovo » (Gramsci, Togliatti). Dès sa fondation, il est confronté à une expérience révolutionnaire de grande envergure (le mouvement des Conseils de l'Italie du Nord) qui marque profondément sa réflexion stratégique ». Présenter ainsi la genèse du Parti communiste italien laisse planer de grandes illusions sur son audience jusqu'à l'arrivée de Mussolini, et surtout ne permet guère de comprendre les débats qui le déchirent jusqu'au Congrès de Lyon en 1926.

La poussée révolutionnaire des années 1919-1920, qui culmine avec les grèves générales insurrectionnelles d'avril et de septembre 1920, se produit sans qu'une délimitation politique et organisationnelle ait été encore opérée au sein du Parti socialiste. Ce n'est qu'après la première grève générale de plusieurs jours que le groupe « Ordine Nuovo » attaque ouvertement la direction réformiste du parti, et notamment le leader de la Confédération du Travail, D'Aragona, lors d'un Conseil National tenu en mai 1920. Mais cela n'empêchera pas les dirigeants socialistes d'être accueillis à bras ouverts lors du II^e Congrès de l'Internationale, en juin et juillet de la même année, et de recevoir un vibrant hommage des ouvriers de Cronstadt pour la grande grève générale d'avril... qu'ils avaient, en réalité, tout fait pour briser !

Même si le Congrès précise dans le XVII^e point des thèses rédigées par Lénine : « Pour ce qui concerne le P.S.I., le II^e Congrès retient substantiellement comme justes la critique au parti et les propositions pratiques publiées comme propositions au Conseil national du P.S.I., au nom de la section turinoise, dans la revue « Ordine Nuovo » du 8 mai 1920, lesquels correspondaient pleinement à tous les principes fondamentaux de la III^e Internationale » (6). « Dans ce document, Gramsci avait, en substance, posé la question essentielle : la direction du P.S.I. absente du mouvement international, restait, malgré tout son maximalisme, prisonnière des réformistes qui bloquaient la poussée des masses : il fallait donc éliminer du parti les « non-communistes » et, en premier lieu, coordonner et centraliser les forces ouvrières et paysannes, étudier, rédiger et défendre un programme de gouvernement révolutionnaire » (7).

(4) Cf. Seton-Watson, *Italy from liberalism to fascism*, p. 393.

(5) Cf. *Critique Communiste* n° 3 (septembre 1975).

(6) Cf. *Les quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923*, p. 47.

(7) Cf. Spriano, *Storia del partito comunista italiano*, Vol. 1, p. 73.

Zinoviev fera d'ailleurs une autocritique au cours du III^e Congrès, l'année suivante : « Quand la délégation italienne arriva à Moscou, nos relations avec les autres pays étaient encore à ce point mauvaises que nous ne savions pas qu'il s'agissait de réformistes. Nous avions la confiance la plus complète en Serratti, comme en toutes les personnes qu'il avait amenées avec lui. Nous les appréhendions comme des éléments encore confus mais dont la dévotion à la cause prolétarienne était vraiment sincère » (8).

Cette confusion résultait précisément des hésitations des communistes turinois à rompre définitivement avec une social-démocratie qui avait montré son vrai visage dans le feu d'un mouvement de masse. Y compris lors des journées de septembre 1920, à un moment où l'avant-garde ouvrière avait perdu toute illusion dans la direction du Parti socialiste, ceux-ci refuseront de consommer la rupture. Ils ne proclameront pas la nécessité de construire un nouveau parti de la classe ouvrière. C'est seulement en octobre 1920, après la défaite de la grève insurrectionnelle de septembre, que la fraction communiste, dirigée par Gramsci et Bordiga, s'organise nationalement. Trop tard pour capter la radicalisation ouvrière des deux années précédentes. Gramsci le reconnaîtra quatre ans plus tard : « En 1919-1920, nous avons commis de très graves erreurs qu'au fond nous payons aujourd'hui. Nous n'avons pas constitué une fraction et cherché à l'organiser dans toute l'Italie de peur d'être appelés carriéristes et arrivistes. Nous n'avons pas voulu donner aux conseils de fabrique de Turin un centre de direction autonome qui aurait pu exercer une influence immense dans tout le pays, par peur de la scission dans les syndicats et d'être trop prématurément exclus du Parti socialiste (...) » (9).

La naissance du Parti communiste d'Italie surviendra donc dans des circonstances défavorables pour le groupe d'« Ordine Nuovo ». Certes il recueillera 58 783 mandats au Congrès de Livourne, en janvier 1921, mais 98 028 se porteront vers les « maximalistes » centristes, et 14 692 vers l'aile ouvertement réformiste de Turati. La scission interviendra sur la vingt et unième condition d'adhésion à l'Internationale Communiste, celle qui stipulait : « Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. » Les centristes refuseront d'exclure le groupe de Turati, et choisiront plutôt le départ de la fraction communiste. Le nouveau parti ne naîtra donc pas d'une fusion entre « Ordine Nuovo » et les « maximalistes ». Surtout, il n'apparaîtra dans la vie politique italienne qu'à un moment de reflux du mouvement de masse. A la différence, par exemple, du Parti communiste unifié d'Allemagne (fusion des communistes et des indépendants) qui voit le jour en décembre 1920, à l'orée d'une poussée révolutionnaire sans précédent, après une première montée du mouvement en 1918-1919, et après l'adhésion majoritaire du P.S.D.I. (qui comptait alors un million de membres), aux vingt et une conditions de l'Internationale Communiste.

(8) Cité dans « La question italienne au 3^e congrès de l'Internationale communiste », P.C.I.

(9) Lettre de Gramsci à Leonetti du 28 janvier 1924.

Cette naissance difficile et minoritaire explique en partie la dégénérescence rapide du Parti communiste italien dans les années qui suivent. Bordiga prend la direction et impose un cours sectaire par rapport aux socialistes. Ligne qui sera condamnée par le III^e Congrès de l'Internationale, après la scission entre maximalistes et réformistes en octobre 1922. La résolution sur la question italienne stipule, en effet : « La situation générale en Italie, surtout après la victoire de la réaction fasciste, exige impérieusement la fusion rapide de toutes les forces révolutionnaires du prolétariat. Les ouvriers italiens reprendront courage s'ils voient se produire, après les défaites et les scissions, une nouvelle concentration de toutes les forces révolutionnaires (...). Le IV^e Congrès Mondial décide la fusion immédiate du Parti communiste et du Parti socialiste italien. Le Parti unifié portera le nom de : « Parti communiste Unifié d'Italie (section de l'Internationale Communiste) » (10). Cette fusion n'aura malheureusement jamais réellement lieu du fait du triomphe du fascisme quelques mois plus tard. Ce qui n'empêchera pas Gramsci, dès 1923, de réclamer une ligne politique de front unique par rapport aux socialistes, à l'opposé des thèses bordighistes synthétisées dans l'appel aux travailleurs italiens pour les élections de 1921 : « Chaque travailleur conscient du processus historique des révolutions prolétariennes doit être aujourd'hui persuadé que sa classe ne réussira à avancer en Italie qu'en passant sur le cadavre du Parti socialiste ! ».

Même si Gramsci l'emporte au Congrès de Lyon en 1926, il est trop tard. Le Parti communiste italien n'a pas réussi à regrouper derrière lui la majorité des éléments avancés du prolétariat, dans la mesure, notamment, où il n'a pas eu le temps de faire ses preuves à travers une expérience révolutionnaire significative. Ceci explique sans doute le fait qu'aucune opposition de gauche structurée sur la base d'acquis de luttes ne s'opposera réellement dans l'histoire du Parti à la stalinisation progressive. La répression ne rendra d'ailleurs pas possible un réel débat sur l'évolution de l'Internationale Communiste après Lénine. Le parti entre dans la longue nuit du fascisme avec peu de prestige. Il ne l'acquerra, et cela n'est pas indifférent à son processus de développement de l'après-guerre, qu'à travers une lutte spécifique de libération nationale dans la clandestinité.

Un historien tirera ainsi le bilan de la vie clandestine du P.C.I. : « Au printemps 1943, l'opposition clandestine au fascisme avait pratiquement épuisé sa fonction originelle. Cette fonction avait été très importante : elle avait tenu vive pendant plus de vingt ans l'unique ligne de pensée indépendante en Italie, elle avait montré au fascisme sa substantielle faiblesse et elle avait préparé à travers la lutte et le sacrifice les bases d'un avenir meilleur. Mais elle ne pouvait dépasser certaines limites : à chaque tentative de sortir du champ clos des cellules et des amis répondait immédiatement la réaction policière ; et le plus mûr des centres d'opposition, le Parti communiste, qui s'efforçait de propager la lutte d'un petit groupe clandestin vers l'action de masse, voyait inexorablement ses propres tenta-

(10) Cf. *Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste 1919-1923*, p. 204.

tives réprimées, chaque mouvement étranglé à la naissance, et ses cadres, qu'il était difficile de remplacer, tombés ». De fait, dès 1927, le parti est décapité. L'essentiel de sa direction se retrouve en prison ou en exil. Les « chemises noires » ont imposé une dure défaite à la classe ouvrière du fait, en particulier, de la passivité de la Confédération italienne du travail dirigée par les réformistes. En 1928, Togliatti critiquera les erreurs du parti face à la répression : « Il ne fait aucun doute que notre parti n'a pas vu à temps le changement de la situation qui s'est produit à la fin de 1926 et au début de 1927. Il n'a pas vu à temps le passage d'un régime de semi-légalité à l'illégalité absolue ; la nouvelle situation qui s'était créée en Italie imposait au fascisme la nécessité d'une attaque particulièrement sauvage contre l'avant-garde de la classe ouvrière (...). Nous avons perdu les meilleurs des cadres intermédiaires du parti » (11).

Il se produit alors une coupure très nette entre la direction en exil du parti, et l'activité intérieure de celui-ci. Gramsci et Bordiga, les deux fondateurs du parti, sont en prison. C'est dorénavant Togliatti qui est maître à bord. Et très vite les dirigeants en exil vont suivre le tournant de l'Internationale et le processus de stalinisation qui s'ensuit. Dès le V^e Congrès, en 1927, Togliatti, malgré certaines critiques, se range du côté de la majorité sur la question chinoise. Au cours du VI^e Congrès, en 1928, qui verra le triomphe des thèses sur la défense de l'U.R.S.S. face aux menaces de guerre mondiale et sur le social-fascisme comme ennemi principal, la délégation italienne adoptera une attitude presque exempte de critiques. Elle mènera même une polémique violente contre les jeunesses communistes dirigées par Longo qui, en Italie, souhaitaient mettre en avant le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan ». Dans le débat qui traversera le parti à la fin des années vingt, le mot d'ordre d'« assemblée républicaine » triomphera. De même, les critiques émises de la part de certains dirigeants du P.C.I. à la ligne sectaire du Komintern à l'égard de la social-démocratie se traduiront par une série d'exclusions, à l'image de ce qui se passe dans le parti communiste bolchévique. Entre 1929 et 1931, cinq des huit membres du bureau politique sont exclus (dont Tasca, l'un des fondateurs historiques). La stalinisation de la direction du P.C.I. est alors consommée. Mais elle ne touche guère la réalité du parti qui se bat contre le fascisme.

Une nouvelle génération de militants est née dans la lutte clandestine : ce sont les « svoltisti », c'est-à-dire ceux qui font opérer, de fait, au P.C.I. un tournant dans sa pratique politique à partir de 1930. Amendola en donne le témoignage suivant : « C'est avec le "tournant" que le P.C.I. s'écarte d'un destin de parti en exil comme les autres, et réaffirme sa présence organisationnelle dans le pays. Il recrute à certains moments et dans certaines localités de façon massive, modifie les vieux rapports de force au sein du mouvement ouvrier, particulièrement dans certaines régions (Emilie), conquiert, en somme, une hégémonie dans le développement de la lutte antifasciste (...). Le P.C.I. peut rassembler sur la plateforme du "tournant", de nouvelles et riches adhésions, prendre des initia-

(11) Cité dans Spriano, *Storia del partito comunista italiano*, Vol. II, p. 89.

tives avec les groupes de "Justice et Liberté" (12) et du P.S.I. et se lier avec la nouvelle réalité politique qui mûrit dans le pays. Le "tournant" qui, sur le plan international, se traduisait par une orientation de gauche sectaire et schématique, fixée par le VI^e Congrès de l'Internationale, prenait fréquemment, dans la réalité de son application dans le pays, un caractère d'initiatives unitaires concrètes.»

A la veille de la Libération, le Parti communiste italien présente donc un double visage. En haut, à Moscou, une direction « stalinisée » qui a assumé tous les virages de l'Internationale, le tournant sectaire de la « troisième période », comme le tournant droitier des fronts populaires. En bas, un parti qui se bat dans la clandestinité et qui n'a pu connaître un réel processus de « stalinisation ». Mais, et c'est un point décisif, les conditions spécifiques de la lutte aboutissent à la formation de cadres politiques essentiellement axés sur la lutte nationale et complètement coupés des réalités internationales. Quant Togliatti revient en Italie, en février 1944, porteur d'une ligne de collaboration de classe avec les « bourgeoisies nationales », il trouve un parti tout prêt à le suivre sur cette voie.

II. — Une renaissance triomphale.

Le Parti communiste italien ne naît véritablement comme force politique à influence de masse qu'au milieu de la Seconde Guerre mondiale, en 1942. Cette année-là est posée à Toulouse, lors d'une rencontre entre les représentants du P.C.I., du P.S.I. et des groupes « Justice et Liberté », la première pierre de ce qui deviendra le Comité de Libération Nationale. En août, l'*Unità* reparait dans la clandestinité. Il tirera, dès le mois de décembre, à 40 000 exemplaires avec une périodicité bimensuelle. Enfin, les liens deviennent de plus en plus étroits avec la direction en exil en Union Soviétique, grâce notamment à Radio-Milan diffusé depuis Moscou. Certains cadres exilés sont revenus dans le pays, et la direction de l'intérieur commence à se fondre dans le moule stalinien. De nouvelles exclusions interviennent en février 1943, directement inspirées par le centre extérieur. Il s'agit essentiellement de quelques dirigeants, dont Terracini, ayant critiqué le pacte germano-soviétique.

Les premiers actes de résistance armée apparaissent durant l'hiver 1943. Après la victoire de Stalingrad et le retournement des alliances, la bureaucratie soviétique ordonne aux P.C. d'Europe d'activer les actes de sabotage contre les occupants tout en préparant les conditions pour la formation de gouvernements de coalition intégrant toutes les forces antifascistes. Togliatti donnera comme axe, en novembre 1942, l'organisation d'un Front national ouvert à toutes les forces d'opposition qui comprennent aussi les monarchistes, les catholiques et les « fascistes d'opposition ». Le Parti communiste italien refusera toutefois de se lancer seul dans la résistance armée.

(12) Groupes d'intellectuels démocrates (N.D.L.R.).

Il attendra la formation du Front national, puis du Comité de Libération nationale, le 9 septembre 1943. Le 25 juillet, en effet, Mussolini a abdiqué. Et le 8 septembre, le roi abandonne le pays aux occupants allemands. C'est à ce moment seulement que la consigne de résistance armée est lancée par le P.C.I. dans le cadre de la large coalition antifasciste. En février 1944, Togliatti prononce le fameux discours de Salerne dans lequel il se dit prêt à collaborer, y compris avec le royaliste Badoglio, dans un gouvernement d'unité nationale qui naîtra en avril. C'est le début de la participation des communistes à la « reconstruction nationale » et d'une renaissance triomphale dans les années qui suivent.

Henri Weber commet une seconde erreur dans son article en affirmant : « Entre les deux guerres mondiales, le parti ne prend pas pied dans les masses italiennes (...) Ce n'est qu'à partir de 1944, à travers la Résistance, que le P.C.I. conquiert son influence de masse. En trois ans, il passe de quelques milliers de membres à deux millions d'adhérents. La « stalinisation » de ce parti de masse se réalise alors en l'absence de cadres suffisants, au moment où se manifestent les signes avant-coureurs de la crise du stalinisme. Le processus de « stalinisation » du P.C.I. diffère donc largement du processus de « stalinisation » du P.C.F., ne serait-ce que par la durée. » D'abord, le P.C.I. a, de fait, acquis une influence de masse à travers la lutte antifasciste. Dès 1944, il comptait 500 000 inscrits, dont 90 000 dans les territoires du Centre et du Nord encore occupés par les Allemands. Ensuite, la libération des prisonniers politiques permet une reconstruction de l'appareil avec des cadres ayant une longue tradition de lutte. « En 1947, sur 2 027 dirigeants fédéraux, 1 344, c'est-à-dire les deux tiers, étaient inscrits au parti déjà à l'époque préfasciste ou durant la période de clandestinité. » (13).

Enfin, la direction du P.C.I., qui construit le parti jusqu'en 1947, est déjà une direction stalinienne. De plus, la ligne politique qu'elle pratique correspond tout à fait au sentiment des masses qui adhèrent alors au parti sur la base de son prestige durant les « années noires ». La résistance armée a duré à peine un an et s'est faite dans des conditions différentes qu'en France. Il y aura donc beaucoup moins d'opposition et de tensions que dans le P.C.F. où les militants, et notamment les cadres, ont dû successivement pratiquer une politique sectaire jusqu'en 1934, s'ouvrir aux radicaux pendant le Front populaire, accepter le pacte germano-soviétique, construire un réseau de résistance armée extrêmement développé, pour rendre ensuite les armes et participer à la reconstruction nationale.

Il serait donc erroné de présenter la « stalinisation » du P.C.I. comme un processus précipité et inachevé. Certes, le processus a été de courte durée, mais sa spécificité tient moins à cette variable qu'à la forme particulière de stalinisation auquel il a donné lieu. Dès 1945, le P.C.I. est un parti de masse stalinien à part entière. Mais un parti stalinien d'un type particulier. Ses cadres sont avant tout des militants antifascistes beaucoup

(13) Sivini, « Le P.C.I. Structure et fonctionnement » in *Sociologie du communisme en Italie*, Cahiers F.N.S.P.

plus liés à la réalité nationale italienne qu'à la bureaucratie soviétique. Les premières manifestations de la crise du stalinisme entrèrent donc directement en écho avec leurs préoccupations. Le caractère « stalinien-national », pour reprendre l'expression parfaitement juste de Henri Weber, s'applique au P.C.I. dès sa renaissance.

Au lendemain de la guerre, le P.C.I., comme tous les partis communistes occidentaux, théorise la transition « par étapes » au socialisme. Il justifie ainsi sa caution à un gouvernement dans lequel cohabitent des royalistes collaborationnistes et des résistants. En 1945, Togliatti affirme que la stratégie de son parti, c'est la « démocratie progressive ». Et il la définit ainsi : « La démocratie progressive, c'est celle qui ne regarde pas vers le passé mais vers l'avenir. La démocratie progressive, c'est celle qui ne laisse aucune trêve au fascisme mais détruit toute possibilité qu'il revienne. La démocratie progressive sera, en Italie, celle qui détruira tous les résidus féodaux et résoudra le problème agraire en donnant la terre à ceux qui la travaillent ; celle qui ôtera aux groupes ploutocratiques toute possibilité de concentrer une nouvelle fois, dans leurs mains, toutes les ressources du pays, de s'emparer du gouvernement, de détruire la liberté populaire (...). La démocratie progressive est celle qui organisera un gouvernement du peuple pour le peuple, dans lequel toutes les forces vives du pays auront leur place, pourront s'affirmer et avancer vers la satisfaction de toutes leurs aspirations » (14). Ce qui n'empêchera pas le P.C.I. d'accepter le maintien d'un corps préfectoral construit sous le fascisme, et de voter, par exemple, l'article 7 de la Constitution introduisant les Accords du Latran signés entre Mussolini et le Vatican en 1929 !

Pour mettre en place la « démocratie progressive », le P.C.I. prône une alliance de toutes les forces antifascistes. Mais il commet une erreur d'analyse sur la politique de la grande bourgeoisie italienne. Ou plutôt, il subit les déformations théoriques nécessaires aux intérêts de la bureaucratie soviétique. En effet, en assimilant fascisme et grande bourgeoisie, il justifie ainsi théoriquement l'alliance de toutes les couches « antifascistes ». Mais dès 1943, il apparaît clair qu'une partie du grand capital italien a choisi l'axe anglo-américain qui offre le plus de garanties pour le développement du capitalisme en Italie. Le bloc antifasciste comprend alors, y compris une aile de la grande bourgeoisie consciente des enjeux qui se dessinent avec la fin du fascisme. Le P.C.I. sera ainsi obligé de distinguer, par la suite, les « collaborationnistes » et les « capitalistes honnêtes ». Cette analyse, nécessaire pour justifier la pratique de collaboration de classe après la guerre, se traduit également dans les jugements portés sur le Parti Démocrate-chrétien qui devient alors le parti majoritaire de la bourgeoisie italienne à la place du vieux Parti libéral déconsidéré à ses yeux. Lors du V^e Congrès du parti, en 1945, Togliatti déclare : « Nous constatons une chose très curieuse : ce parti, qui devrait être le parti de la « spiritualité », est le parti dont l'action manque le plus de « spiritualité », dans la mesure où il ne réussit pas à s'élever des simples questions concrètes à la lutte générale pour la fondation d'un véritable régime de

(14) Cité dans L. Maitan, « P.C.I. 1945-1969. Stalinisme et opportunisme », p. 37.

démocratie, régime qui n'est pas possible sans l'unité des masses travailleuses et l'action commune intransigeante pour la destruction du fascisme. Ce que sera demain l'Italie dépend, pour une grande part, du fait que la démocratie-chrétienne agisse vraiment comme parti démocratique et non comme instrument des groupes conservateurs » (15). Cette dernière phrase ne reste-t-elle pas, d'ailleurs, le fondement de la politique actuelle de « compromis historique » ?

Une telle problématique sera critiquée lors de la réunion du Kominform de 1948 qui amorcera le tournant « gauche » des P.C. européens dans le contexte international de la guerre froide. Les dirigeants italiens appliqueront ce tournant sans pour autant obtenir un puissant répondant à la base. La campagne électorale d'avril 1948 se déroule dans un climat d'hystérie anticommuniste, après l'expulsion des communistes du gouvernement l'année précédente. Refusant de mener campagne sur les thèmes de la réforme agraire et de la lutte contre le chômage, le P.C.I. centre sa campagne contre le plan Marshall, et pour la restitution de Trieste à la Yougoslavie. Il applique fidèlement la politique correspondant aux intérêts internationaux de la bureaucratie soviétique. Ce sera un échec dans les zones industrielles et urbaines de l'Italie du Nord. Mais le parti jouit encore d'un prestige énorme dans la classe ouvrière. Lors de la tentative d'assassinat de Togliatti en juillet 1948, une puissante mobilisation populaire a lieu, avec grèves et occupations d'usines. Il faudra toute la force d'un parti contre-révolutionnaire pour la désamorcer et éviter que ne soit posée la question du pouvoir à un moment où la bureaucratie soviétique n'a aucune envie de voir les P.C. occidentaux participer directement au gouvernement.

Contrairement au P.C.F., la guerre froide et le tournant sectaire n'auront pas des conséquences désastreuses sur l'audience militante et électorale du P.C.I. bien que le mouvement syndical subisse de graves défaites après l'échec des grèves de 1953. Le premier passe de 910 000 cartes délivrées en 1947 à 430 000 en 1956, et perd du terrain aux différentes élections. Le second, à l'inverse, ne commence à perdre des adhérents que vers 1954. Encore faut-il préciser que s'amorce alors une tendance qui durera jusqu'en 1968 et qui aura une bien moins grande ampleur qu'en France. De plus, le P.C.I. augmente régulièrement ses scores électoraux : il passe de 19 % en 1946 à près de 23 % en 1958. Livio Maitan en donne une explication : « De façon générale, la forme dogmatique de type stalinien traditionnel ne constitue pas une caractéristique essentielle de l'élaboration des dirigeants du P.C.I. Là réside, précisément, un élément propre au P.C.I., que l'on peut constater, sur la base de ses contributions théoriques les plus significatives : il y a un effort pour « coller à la réalité » y compris dans la forme, en repoussant le dogmatisme et le sectarisme. Si on veut, il y a une meilleure correspondance entre le contenu réformiste et la forme avec laquelle ce contenu est expliqué » (16). Cette explication doit être naturellement réintégrée dans un ensemble de fac-

(15) *Ibid.* p. 21..

(16) *Ibid.* p. 191.

teurs qui ont permis au Parti communiste italien de sortir de la guerre froide sans avoir perdu, par une politique sectaire et mal comprise, une trop grande crédibilité face aux travailleurs.

Mais il est évident que le XX^e Congrès du P.C.U.S., en février 1956, va être accueilli avec un énorme soulagement par la direction du P.C.I. Immédiatement, Togliatti reprend le thème de la déstalinisation dans une interview accordée à la revue *Nuovi argomenti* quelques mois plus tard. Une telle attitude ne rencontrera guère de résistance au sein du parti, du fait de sa nature particulière : les cadres n'ont en effet jamais été contraints d'appliquer une politique contraire aux réalités nationales. « Les communistes français n'ont pas eu autant de chance que leurs camarades italiens qui ont dû entrer dans la clandestinité ou s'exiler, à cause des persécutions fascistes, et ont donc échappé, dans une certaine mesure, aux conséquences les plus graves du stalinisme » (17). Une telle ardeur dans les prises de position sur la période stalinienne sera d'ailleurs condamnée explicitement par le C.C. du P.C.U.S. en juin 1956. Mais le plus important, sans doute, est que la direction du parti va saisir l'occasion des thèses présentées par Khrouchtchev au XX^e Congrès du P.C.U.S. pour définir la « voie italienne vers le socialisme ». Certes, Togliatti se garde des critiques de « gauche » lors de son discours de salut : « Qui a dit que la "voie italienne" veut dire voie parlementaire ? La voie italienne, c'est une voie pour marcher vers le socialisme qui tient compte des conditions déjà réalisées et des victoires déjà obtenues » (18).

Les thèses votées au VIII^e Congrès du P.C.I., en octobre 1956, sont cependant beaucoup plus explicites : « Le parti communiste a affirmé, depuis toujours, qu'il ne considère par la Constitution républicaine comme un moyen d'utiliser les instruments de la démocratie bourgeoise en vue d'une insurrection armée pour conquérir l'Etat et le transformer en un Etat socialiste. Il la considère comme un pacte unitaire, auquel la grande majorité du peuple italien est attaché, et qui constitue un point de départ du développement organique de la vie nationale pour toute une période historique. Dans le cadre de ce pacte peuvent être accomplies, avec une pleine légalité constitutionnelle, les réformes de structure nécessaires pour miner le pouvoir des groupes monopolistiques, défendre les intérêts de tous les travailleurs... » (19). De même, par exemple, que l'intervention, au cours du débat préparatoire, d'un dirigeant du parti, Scocimaro : « La direction politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le problème de son pouvoir politique, se présente cependant avec des aspects nouveaux. Par le mode d'arrivée au pouvoir : conquête démocratique, sans les violentes ruptures révolutionnaires qui furent nécessaires dans d'autres situations ; par sa forme d'organisation : le régime parlementaire représentatif complété d'organes de démocratie directe, au lieu du système des conseils ouvriers et paysans (soviets) ; par le programme : développement dans un sens socialiste des réformes constitutionnelles, au lieu de la nationalisation immédiate de la terre et de la grande industrie. A la nécessité de créer

(17) Cf. Lichteim, *Marxism in modern France*, p. 53.

(18) Cité dans Maitan, op. cit., p. 82.

(19) Cité dans Maitan, op. cit., p. 49.

un appareil d'Etat répondant aux nouvelles exigences de construction de la société socialiste, qui, dans le passé, ne pouvait se faire qu'en éliminant le vieux pour en créer un nouveau, peut se substituer, dans la nouvelle situation, la réforme et la transformation de l'appareil d'Etat dans le sens de sa démocratisation, du développement des organes de démocratie directe et de contrôle populaire » (20). L'objectif des thèses du VII^e Congrès est résumé ainsi : « Construire un Etat qui ne peut être encore un Etat socialiste, mais ne doit plus être l'Etat bourgeois dominé par la grande propriété et les monopoles capitalistes ».

Cette ligne néo-réformiste qui est théorisée à cette époque, rentre cependant en contradiction avec les déclarations de la période précédente. Qu'à cela ne tienne ! Togliatti dénonce, auprès des militants, la « dop-piezza », c'est-à-dire la tendance à expliquer quelque chose que l'on ne pense pas. La « voie italienne vers le socialisme » n'est plus un paravent. Dorénavant, elle constitue la stratégie du parti à part entière et toutes les références historiques abstraites à la dictature du prolétariat disparaissent de la presse du parti. Un point final est mis à la période de durcissement qui ne pouvait guère trouver d'écho auprès d'un parti essentiellement construit sur des bases « nationales ». La critique de cette période a d'ailleurs été reprise par Berlinguer dans le document préparatoire au XIV^e Congrès qui s'est tenu en février 1975 : « Il faut cependant se demander si notre perspective ne subit pas alors un certain obscurcissement, si cette duplicité d'orientation, dont parlera, au VIII^e Congrès, Togliatti, comme d'une entrave dont il fallait désormais totalement se délivrer, n'avait pas trouvé un aliment précisément en ces années 1947-1948, dans une insuffisance de la défense et de l'explication de la ligne de l'avance démocratique vers le socialisme » (21).

L'année 1956 marque également une distanciation explicite avec les dirigeants du Kremlin. C'est la fameuse thèse du polycentrisme contre le « parti-guide », théorisant l'indépendance de chaque parti communiste à l'égard du P.C.U.S. Au fond, il s'agit moins d'un tournant dans la politique du P.C.I. que d'une adaptation de sa ligne stratégique à sa propre réalité de parti « stalinien-national » rendue possible par les premiers signes de la crise du stalinisme. Une polémique se déclenche d'ailleurs, à la fin de l'année 1956, avec Roger Garaudy, alors dirigeant du P.C.F. Celui-ci expliquera : « La tâche de l'heure est de stimuler une lutte contre le capitalisme qui rende évidente la loi de la paupérisation absolue et relative de la classe ouvrière et donne conscience que cette loi ne finira qu'avec la fin du capitalisme » (22). Façon peu discrète de critiquer la ligne du VIII^e Congrès. Comment les dirigeants du P.C.F. pourraient-ils d'ailleurs admettre le « polycentrisme » alors que Thorez avait déclaré, au moment du XX^e Congrès du P.C.U.S. : « Et si nous, travailleurs, prenons particulièrement en considération les intérêts de notre peuple, nous constatons qu'ils ne se sont jamais trouvés en contradiction avec ceux de

(20) Cité dans Maitan, op. cit., p. 52.

(21) Cf. « Les communistes italiens », bulletin pour l'étranger du P.C.I. n° 5-6, 1974.

(22) Cité dans Maitan, op. cit., p. 94.

l'Etat soviétique. Bien plus, la concordance entière des uns et des autres s'est affirmée dans toutes les questions majeures... Les positions prises par l'Union Soviétique pour sa propre défense ont impliqué chaque fois la défense de l'intérêt national de la France » (!) (23). Trois ans plus tard, Togliatti se permettra, au contraire, au XXI^e Congrès du P.C.U.S., au moment où Khrouchtchev condamnera la théorie du « parti-guide », de remettre en cause la déclaration commune des partis communistes adoptée en 1957 à Moscou et qui y faisait allusion : « C'est une précision qui vaut comme correction des termes utilisés dans la déclaration de 1957 » (24), expliquera-t-il à la tribune après le discours du secrétaire général du P.C.U.S.

L'originalité du communisme italien dans les années 1960 tient précisément à l'indépendance croissante qu'il affirmera à l'égard de l'Union Soviétique. Ce processus de « social-démocratisation », certainement plus avancé que dans le parti communiste français, doit néanmoins être analysé avec la compréhension du cadre historique dans lequel il s'inscrit. Le P.C.I., à la différence du P.C.F., est toujours resté un parti « national ». Son processus de social-démocratisation, dans le cadre de la crise du stalinisme, apparaît donc plus « naturel ».

II. — Une social-démocratisation « avancée ».

La « social-démocratisation » d'un parti communiste signifie un double processus : d'une part les liens que la bureaucratie nationale entretient avec la bureaucratie soviétique tendent à se relâcher au profit des liens avec la bourgeoisie nationale, à l'instar des sociaux-démocrates ; d'autre part, la structure d'encadrement de la classe ouvrière, en parfaite autonomie à l'égard de la bourgeoisie, laisse progressivement la place à un système d'organisation calqué sur la réalité des institutions bourgeoises. Ce double mouvement caractérise l'évolution du P.C.I. depuis une quinzaine d'années. Encore faut-il préciser les conditions politiques favorables qui ont donné au phénomène un caractère spectaculaire.

A la différence de la bourgeoisie française, en effet, la bourgeoisie italienne ne s'est pas encore dotée d'institutions adaptées à la marche vers l'Etat fort. Le régime parlementaire classique, dans lequel les gouvernements se composent et se décomposent au gré des coalitions majoritaires formées autour de la Démocratie-chrétienne, permet au P.C.I. d'atteindre un double objectif : gagner la confiance des masses en apparaissant à l'Assemblée, lieu central du débat politique en Italie, comme le parti d'opposition ; trouver une crédibilité auprès de la bourgeoisie en participant « loyalement » à la vie parlementaire, par le jeu, notamment, des commissions dans lesquelles sont négociés les amendements et les compromis. Dans le cadre d'un mode de scrutin proportionnel, avec plus de 25 % des voix depuis 1960, le P.C.I. joue donc un rôle clef dans tous les

(23) Cité dans Thorez. *Vie secrète et vie publique*, de Robrieux, p. 450.

(24) Cité dans Maitan, *op. cit.*, p. 192

votes importants. « Entre 1948 et 1968, les trois quarts de la législation produite ont reçu son approbation » (25). Ceci est accentué par l'existence des régions depuis 1970, disposant d'une certaine autonomie par rapport au pouvoir central. Le P.C.I. trouve là le moyen de mettre en pratique sa politique réformiste, comme il le fait déjà dans les municipalités « rouges » depuis la guerre. Les élections de juin dernier ont, de ce point de vue, considérablement renforcé ses positions. En définitive, le P.C.I. est objectivement beaucoup plus inséré que le P.C.F. dans le jeu institutionnel et en subit donc beaucoup plus les pressions.

De plus, la situation italienne est caractérisée, depuis la scission de Livourne, par la faiblesse de la social-démocratie. Celle-ci connaît deux scissions en 1947 et 1969, après une tentative avortée de réunification en 1966 ; le Parti socialiste stagne aux élections entre 10 et 15 % des voix. Sa collaboration permanente avec la Démocratie-chrétienne depuis 1963 lui a enlevé beaucoup de sa crédibilité aux yeux des travailleurs italiens. Le P.C.I. est donc naturellement poussé à occuper un terrain et à donner une image toute différente, par exemple, d'un P.C.F. confronté à une social-démocratie renaissante depuis 1971, après avoir été discréditée par la IV^e République. C'est ce qui explique, en partie, l'absence de tournant sectaire du P.C.I. depuis 1956 et sa recherche d'alliances avec la Démocratie-chrétienne, même si l'unité avec le P.S.I. est présentée comme une démarche nécessaire vers le « compromis historique ».

Une fois le cadre politique dressé, il est alors possible de mieux comprendre le processus de social-démocratisation du Parti communiste italien. Celui-ci est repérable à partir de quatre éléments interdépendants.

III. — Les intérêts « nationaux » de la bureaucratie.

La direction stalinienne du P.C.I. s'est formée à partir d'une lutte « nationale » de résistance au fascisme. Ses propres intérêts de bureaucratie et son existence même ont toujours dépendu beaucoup plus de facteurs « nationaux » qu'« internationaux ». La prise de distance à l'égard de la bureaucratie soviétique est apparue plus vite nécessaire, d'autant que les cadres du P.C.I. voyaient mal les enjeux politiques qui se dessinaient avec le début de la crise du stalinisme. Certes, entre 1948 et 1956, le P.C.I. condamne la Yougoslavie. Mais à partir du XX^e Congrès, et la rupture entre la Chine et l'U.R.S.S., le P.C.I. refusera systématiquement de donner sa caution aux conférences internationales des partis communistes destinés à condamner le P.C.C. Des réserves sont formulées à la conférence de 1960 ; en 1964, le testament de Togliatti, après avoir fait une autocritique sur la condamnation des Yougoslaves, souligne : « L'autonomie des partis, que nous affirmons avec fermeté, n'est pas seulement une nécessité interne de notre mouvement, mais une condition essentielle de notre développement dans les conditions actuelles » (26). En 1965, le

(25) Bibes, *Le système politique italien*, p. 168.

(26) Cf. bulletin pour l'étranger du P.C.I. n° 20 - 5 septembre 1964.

P.C.I. obtient le renvoi *sine die* de la discussion sur la question chinoise. Et, en 1969, après avoir exprimé son « désaccord profond » avec l'intervention en Tchécoslovaquie, la délégation italienne refuse de signer le document final.

Cette distanciation progressive à l'égard de l'Union Soviétique se traduit également sur le plan de l'analyse du Marché commun. Le P.C.I. en reconnaît le bien-fondé dès 1962 lors d'un colloque organisé par l'Institut Gramsci. De même, en ce qui concerne l'attitude par rapport à l'O.T.A.N., le P.C.I. refuse de faire de la sortie de l'O.T.A.N. un préalable à sa participation au gouvernement. Bureaucratie « nationale », la direction du P.C.I. tend, de plus en plus, à défendre ses propres intérêts avant ceux de la bureaucratie soviétique.

La tendance est encore accentuée par la forte proportion de fonctionnaires locaux dans les cadres dirigeants du parti. Ceux-ci ont acquis des postes de direction essentiellement à travers la gestion des municipalités et des régions. C'est évidemment la couche de la direction la plus encline à prendre ses distances avec le « modèle » soviétique. Ces fonctionnaires locaux constituent une proportion toujours croissante dans l'ensemble des cadres du parti : « Conseillers municipaux, adjoints et maires représentaient ensemble la moitié des délégués au VIII^e Congrès (1956) ; le pourcentage descend, en 1959, à un peu moins de 40 pour remonter à presque 53 au X^e Congrès (1962) et à plus de 58 au XI^e (1966) » (27).

IV. — Relâchement des liens matériels avec l'U.R.S.S.

Un élément de pression politique des dirigeants du Kremlin sur les partis communistes occidentaux a toujours été le financement partiel de ces partis et les privilèges accordés à leurs dirigeants. Aujourd'hui encore la majorité des membres de la direction bénéficient de vacances gratuites dans les pays socialistes. Mais deux faits très importants ont considérablement amenuisé ce type de liens caractéristiques des partis staliniens. En 1968, après la prise de position sur la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S. a bloqué le papier destiné à imprimer l'*Unità*, le quotidien du P.C.I. Celui-ci a dû alors réorganiser ses approvisionnements afin d'être beaucoup moins dépendant de ce type de pressions matérielles à l'avenir. Mais surtout, la loi votée par le Parlement italien, en 1974, sur le financement des partis politiques, procure des ressources considérables et nouvelles aux communistes italiens. A tel point qu'aujourd'hui 45 % du budget du parti tiennent à ce type de ressources. Les cotisations et la quote-part des parlementaires représentent 27 % des recettes, le reste étant le bénéfice des fêtes de l'*Unità* et des recettes plus obscures vraisemblablement liées aux pays socialistes. Le P.C.I. possède, en effet, des entreprises d'import-export et des compagnies d'assurances qui sont une source non négligeable du financement. Mais il est évident maintenant qu'une rupture complète avec l'U.R.S.S. ne mettrait pas en jeu l'existence matérielle du parti.

(27) Sivini, « Le P.C.I. Structure et fonctionnement » in *Sociologie du communisme italien*, Cahiers F.N.S.P., p. 112.

V. — L'insertion dans la « société civile ».

Révisant allègrement Gramsci, Togliatti, au lendemain de la guerre, définit une stratégie de la « présence » pour le P.C.I. fondée sur la conquête d'une hégémonie au sein de la « société civile ». Mais au lieu qu'il s'agisse d'une politique complémentaire à celle visant la destruction de l'Etat bourgeois, cette stratégie avait pour but de justifier un modèle néo-réformiste de conquête du pouvoir politique théorisé plus tard par la « voie italienne vers le socialisme » : « Il s'agissait ainsi de transformer la société civile... pour ensuite, éventuellement beaucoup plus tard, transformer l'Etat. Cette doctrine différait tant de la social-démocratie classique, qui tendait à organiser la classe ouvrière hors de l'Etat en la structurant dans des organismes autonomes représentatifs de l'organisation de la société future, que du réformisme participationniste qui se proposait de transformer la société à partir de la conquête du pouvoir politique » (28).

La même idée était reprise par Berlinguer dans son rapport préparatoire au XIV^e Congrès : « Les efforts nécessaires pour surmonter une crise aussi profonde de la société italienne en suivant une voie qui conduite à un ordre social supérieur, imposent aussi une bataille plus tendue et cohérente sur le front idéal et moral. Ainsi que le remarquait Gramsci, « dans le concept de bloc historique, le contenu économique-social et la forme éthico-politique s'identifient concrètement ». A la crise de l'hégémonie des anciennes classes dirigeantes doit correspondre, dès maintenant, la croissance d'une autre hégémonie, celle de la classe ouvrière et des classes travailleuses. » Ce passage, il faut le préciser, vient quelques pages après celui sur l'Etat : « La transformation de la société suivant les lignes que nous venons d'indiquer, ne pourra se faire sans une profonde rénovation et l'assainissement de la vie publique et du fonctionnement de l'Etat » (29). Toute la campagne électorale de juin dernier était d'ailleurs axée sur le thème : « Il P.C.I. ha le mane pulite » (30). L'insertion dans la « société civile » trouve un prolongement théorique dans la conception du parti de « type nouveau ». Togliatti affirme, dès 1944, que le parti nouveau est un parti de la classe ouvrière et du peuple dont le rôle ne se limite plus à la critique et à la propagande mais qui intervient dans la vie du pays par une activité constructive.

VI. — L'évolution des structures organisationnelles.

Cette stratégie de la « présence » devait naturellement déteindre sur les structures organisationnelles mises en place, avec notamment une prépondérance, caractéristique des partis sociaux-démocrates, des cellules locales par rapport aux cellules d'entreprise. Pourtant, lors du V^e Congrès en 1945, la cellule était définie comme la forme normale de l'organisation

(28) Pizzorno, « Le parti communiste italien et le système politique italien » in *Colloque sur le communisme en France et en Italie*, Cahiers F.N.S.P., p. 5.

(29) Bulletin pour l'étranger du P.C.I. n° 5-6 1974 p. 20 et 104.

(30) « Le P.C.I. a les mains propres » (N.D.L.R.).

du parti sur le lieu de travail. Mais la crise des cellules d'entreprises allait commencer très tôt. En 1950, il y avait 11 272 cellules d'entreprise. En 1956, elles n'étaient plus qu'au nombre de 10 700. C'est à cette époque, lors du VIII^e Congrès, que les statuts du parti mettent sur le même pied les cellules sur le lieu de travail et les cellules sur le quartier. La crise s'approfondit alors. En 1960, il n'y avait plus que 6 282 cellules d'entreprise et 3 013 en 1967 ! Un effort sera fait après 1969 pour contrecarrer le courant, mais il restera limité. Cette crise se traduit particulièrement dans les régions industrielles de la Lombardie et du Piémont. Si l'on prend l'indice 100 en 1954, année record du nombre d'adhérents au P.C.I. inscrits sur leur lieu de travail, l'indice passe à 29 en 1965. Aujourd'hui, il y a environ cinq fois plus de militants communistes regroupés dans une structure locale que dans une structure d'entreprise. Le rapport est d'environ de 1 à 4 pour le P.C.F.

Cette évolution s'est naturellement traduite sur la composition sociale du parti : « La composition interne du P.C.I. s'est modifiée. Les ouvriers de l'agriculture ou de l'industrie et les salariés, qui représentaient la majorité des inscrits au milieu des années 60, ont vu leur poids diminuer. On a assisté, en revanche, à de nombreuses adhésions d'artisans, d'employés, d'enseignants et de techniciens. En 1973, les membres du P.C.I. se répartissent ainsi : ouvriers 41,05 % ; retraités 16,75 % ; mères de famille sans activité professionnelle 12,28 % ; agriculteurs 7 % ; ouvriers agricoles et salariés 6,25 % ; artisans 4,79 % ; employés et techniciens 4,22 % ; commerçants et petits entrepreneurs 3,57 % ; étudiants 1,43 % ; divers 1,03 % » (31). Ces professions constituent la profession d'origine : les permanents locaux et les fonctionnaires municipaux n'apparaissent donc pas dans les statistiques. Les chiffres sont à comparer avec ceux du P.C.F. qui, en 1966, comptait 60 % d'ouvriers... Certes, les structures sociales italiennes retardent légèrement sur celles de la France, mais il est clair que « par rapport à la population active italienne, le P.C.I. apparaît nettement comme un « parti du peuple » avant d'être un parti ouvrier si l'on s'en tient aux classes inférieures et moyennes, urbaines et rurales » (32).

Le Parti communiste italien est donc très avancé dans la « social-démocratisation ». Relâchement des liens avec Moscou, mode d'organisation social-démocrate des masses, les deux facteurs se sont conjugués depuis une quinzaine d'années. Sur le plan politique, la condamnation de la Tchécoslovaquie et le « compromis historique » avancé pour la première fois en 1973, en sont les conséquences marquantes. Il y a, à cet égard, une différence certaine dans le processus avec les autres partis communistes de masse européens, que ce soit le P.C.F. et le P.C.P., obligés de se démarquer organisationnellement et politiquement de la social-démocratie, ou même le P.C.E. dont la structuration clandestine ne permet pas de porter un jugement très précis.

(31) R. Solé, « L'événement : le parti communiste italien », *Le Monde*, 25-6-75.

(32) Sivini, « Le P.C.I. Structure et fonctionnement » in *Sociologie du communisme en Italie*, Cahiers F.N.S.P., p. 137.

Mais ce qui frappe avant tout, c'est la continuité qui semble exister entre le P.C.I. de l'après-guerre et le P.C.I. d'aujourd'hui. Le processus de « social-démocratisation » ne semble pas créer, à l'inverse d'autres P.C., de tensions violentes au sein de la bureaucratie, même si le débat entre le « courant droite » d'Amendola et le « courant gauche » d'Ingrao, en 1965, a pu faire apparaître des divergences dans la direction du P.C.I. sur la stratégie à mettre en avant. Parti « stalinien-national », le P.C.I. a logiquement évolué en fonction des intérêts d'une bureaucratie fondamentalement liée à des intérêts « nationaux ». La « social-démocratisation » du parti n'en est que l'aboutissement naturel. Sans toutefois que l'on puisse parler d'un changement de nature du P.C.I.

En effet, celui-ci ne continue à trouver sa crédibilité aux yeux de la bourgeoisie italienne que par sa capacité d'organiser et de diriger les luttes de la classe ouvrière. D'autant plus que le parti s'est renforcé numériquement après 1968, début de la période de montée ouvrière, passant, en cinq ans, de 1 500 000 membres à 1 700 000 membres. De plus, le P.C.I. continue d'avoir un besoin pressant du soutien logistique de l'U.R.S.S. face à une démocratie-chrétienne et une direction bourgeoise particulièrement inféodées à l'impérialisme américain.

Ces deux éléments expliquent les limites du processus de « social-démocratisation ». L'absence de vie démocratique dans le parti, le maintien des exclusives à l'égard des révolutionnaires, et surtout le refus actuel de gérer la crise économique, témoignent d'une continuité dans la pratique politique et dans l'autonomie de sa bureaucratie à l'égard de la bourgeoisie nationale.

Parti stalinien d'un type particulier, il subit et subira les contre-coups de la crise du stalinisme et de la remontée des luttes à la fin des années 60. Parti profondément empirique, il saura mieux qu'un autre s'adapter. Mais toutes les illusions répandues par un groupe comme le P.D.U.P.-Manifesto sur sa régénérescence possible doivent être fermement combattues. De même que toutes les illusions sur le caractère dès à présent social-démocrate d'un tel parti, en complète rupture avec les autres partis communistes staliniens d'Europe occidentale. Le Parti communiste italien est véritablement né en 1942 comme parti « stalinien-national ». Malgré un processus avancé de « social-démocratisation », il le reste encore aujourd'hui.

Décembre 1975

DENIS PINGAUD.